



Ci-contre, la rénovation du lycée La Pleiade à Pont-de-Chéruy (région Auvergne-Rhône-Alpes), accueillant 800 élèves. Les toitures ont été complètement refaites avec isolation et panneaux photovoltaïques ; l'éclairage a également été rénové. Des chaufferies au gaz alimentent l'ensemble.



Philippe Truchy

Directeur général de la SPL Oser (prix mention spéciale du jury catégorie « bâtiment durable » aux trophées des EPL 2017, pour la rénovation énergétique de cinq lycées)

Quels sont pour vous les enjeux de la transition énergétique sur le territoire ?

L'exemplarité des collectivités locales est un enjeu important car il permet de montrer l'intérêt à rénover des bâtiments publics, une école par exemple. Les parents sont attentifs à la qualité et au cadre de vie scolaire de leurs enfants, et la rénovation de ces établissements permet de sensibiliser les petits comme les grands à l'importance de la transition énergétique. Ces rénovations, outre les économies d'énergie,

améliorent le confort, tant en hiver qu'en été. Les utilisateurs de ces édifices publics seront toujours mieux dans un bâtiment isolé, rénové et avec des protections solaires efficaces que dans une construction vétuste et mal isolée.

Il me semble également essentiel de réussir à stimuler les collectivités locales pour mener à bien ces travaux, alors même qu'elles sont en difficulté avec leurs finances publiques. C'est un exercice compliqué, car nous n'allons pas financer les opérations grâce aux seules économies d'énergie réalisées, même si nous réduisons de moitié les dépenses énergétiques d'un bâtiment. Nous sommes donc aux côtés des collectivités pour trouver des capitaux. L'objectif de la SPL Oser est ainsi de concevoir des montages qui facilitent les opérations et d'apporter un service aux collectivités au moindre coût.

Un troisième enjeu est de poursuivre le développement des marchés publics globaux de performance (MGP), successeurs des Crem (conception, réalisation,

exploitation, maintenance). Ce sont des marchés bien adaptés à la rénovation. Ils nécessitent des compétences et de l'expérience dans le montage, mais présentent l'avantage qu'en une seule procédure l'opération peut être lancée et permettre des gains économiques et des délais réduits.

Un dernier enjeu serait de réussir à faire changer les mentalités sur la problématique de la transition énergétique. La société est plutôt consciente de la nécessité de s'engager dans cette voie. Une partie de la population tente de s'y investir à l'échelle individuelle, mais il reste encore du chemin à parcourir pour ce qui est du bâtiment public, du bien commun et non pas personnel.

Comment l'appliquez-vous concrètement dans vos actions ?

Nous nous efforçons de suivre les marchés globaux en proposant toutes les compétences techniques nécessaires en interne. L'intérêt de ces marchés est de se concentrer



Ci-contre, la rénovation du lycée Camille-Claudel à Lyon (région Auvergne-Rhône-Alpes), accueillant 400 élèves. La rénovation énergétique a porté sur l'enveloppe thermique et a permis d'améliorer le fonctionnement des équipements techniques relativement complexes.

sur les actions afin d'atteindre la performance. Il y a dix ans, on se préoccupait peu de ce suivi. Dans nos actions, nous souhaitons aujourd'hui montrer que cela fonctionne, communiquer sur les réussites en faisant que les collectivités s'approprient les résultats des opérations menées.

Les collectivités locales nous sollicitent à 80 % pour la rénovation énergétique de leurs équipements scolaires (écoles et lycées). Nous avons livré jusqu'à présent neuf bâtiments, mais nous avons signé des marchés pour la rénovation de plus de 100 000 mètres carrés et nous appuyons sur ces expériences.

La région Auvergne-Rhône-Alpes a lancé la rénovation de cinq lycées avec la SPL Oser, sur la base de plusieurs critères : réduction des consommations d'énergie de 41 % exprimées en énergie primaire ; réduction de 52 % des émissions de CO² ; production de 24 % d'ENR sur site. Ces objectifs issus des résultats obtenus après la mise en concurrence sont supérieurs à ceux qui nous avaient été fixés initialement par la région.

Ils sont atteints sur la première année pour quatre lycées. Il reste un établissement sur lequel nous travaillons activement avec l'entreprise chargée de la maintenance pour aboutir au résultat prévu, c'est l'intérêt de ce type de marché. Par exemple, sur ce lycée qui possède une chaufferie à bois, l'entreprise doit faire remonter le taux de couverture au bois, qui devait être de 80 % mais n'a pas été atteint au cours de la première année. Nous travaillons pour l'intérêt des collectivités locales en essayant de limiter l'impact des investissements dans leur budget. Nous essayons également d'avoir des marchés qui soient facilement reproductibles.

Quels sont les manques que vous identifiez dans vos démarches pour rendre plus efficiente la transition énergétique ?

Une des difficultés concerne les cycles électoraux, car un mandat de six ans, c'est court pour fixer des objectifs, or le sujet de la transition énergétique nécessite d'avoir

une vision sur le long terme. Un autre frein porte sur les capacités financières des collectivités, qui sont limitées et inégales entre les communes. Il y a un nombre important de petites communes où le mode du marché global n'est pas adapté. La question de leur nombre reste également problématique et peut être un frein à la mise en œuvre de la transition énergétique. Il est aussi essentiel que l'État poursuive les aides dans cette mise en œuvre : le financement par la Caisse des dépôts à taux zéro sur vingt ans en 2016-2017 a été particulièrement important. Et il ne faut pas oublier que cette activité de rénovation des bâtiments publics constitue un vivier d'emplois très significatif.

Pour aller plus loin

Film sur le lycée des Canuts
spl-osser.fr/projets/region-rhone-alpes-lycee-les-canuts-a-vaux-en-velin